

**30****SDĚLENÍ****Ministerstva zahraničních věcí**

Ministerstvo zahraničních věcí sděluje, že dne 5. října 2004 byl v Bukurešti přijat a jménem České republiky podepsán Sedmý dodatkový protokol k Ústavě Světové poštovní unie.

S Protokolem vyslovil souhlas Parlament České republiky a prezident republiky jej ratifikoval. Ratifikační listina byla uložena u generálního ředitele Mezinárodního úřadu Světové poštovní unie, deponitáře Ústavy, dne 30. června 2006.

Protokol vstoupil v platnost na základě svého článku VII dne 1. ledna 2006. Pro Českou republiku vstoupil v platnost podle článku 16 Vídeňské úmluvy o smluvním právu<sup>1)</sup> dne 30. června 2006.

Francouzské znění Protokolu a jeho překlad do českého jazyka a francouzské znění Ústavy Světové poštovní unie ve znění změn Sedmého dodatkového protokolu<sup>2)</sup> a její překlad do českého jazyka se vyhláší současně.

---

<sup>1)</sup> Vídeňská úmluva o smluvním právu, přijatá dne 23. května 1969 ve Vídni, byla vyhlášena pod č. 15/1988 Sb.

<sup>2)</sup> Ústava Světové poštovní unie ve znění změn Sedmého dodatkového protokolu nahrazuje znění Ústavy Světové poštovní unie ve znění změn Šestého dodatkového protokolu, přijatého v Pekingu dne 15. září 1999, vyhlášeného pod č. 28/2011 Sb. m. s.

## Septième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle

Les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union postale universelle réunis en Congrès à Bucarest, vu l'article 30.2 de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont adopté, sous réserve de ratification, les modifications suivantes à ladite Constitution.

### Article I (Préambule modifié)

En vue de développer les communications entre les peuples par un fonctionnement efficace des services postaux et de contribuer à atteindre les buts élevés de la collaboration internationale dans les domaines culturel, social et économique, les Plénipotentiaires des Gouvernements des pays contractants ont adopté, sous réserve de ratification, la présente Constitution.

**L'Union a pour vocation de stimuler le développement durable de services postaux universels de qualité, efficaces et accessibles, pour faciliter la communication entre habitants de la planète en:**

- **garantissant la libre circulation des envois postaux sur un territoire postal unique composé de réseaux interconnectés;**
- **encourageant l'adoption de normes communes équitables et l'utilisation de la technologie;**
- **assurant la coopération et l'interaction entre les parties intéressées;**
- **favorisant une coopération technique efficace;**
- **veillant à la satisfaction des besoins évolutifs des clients.**

### Article II (Article 1bis ajouté) Définitions

**1. Aux fins des Actes de l'Union postale universelle, les termes ci-après sont définis comme suit:**

- 1.1 Service postal: ensemble des prestations postales dont l'étendue est déterminée par les organes de l'Union. Les principales obligations s'attachant à ces prestations consistent à répondre à certains objectifs sociaux et économiques des Pays-membres, en assurant la collecte, le tri, la transmission et la distribution des envois postaux.**

Constitution, Protocole additionnel

---

- 1.2 **Pays-membre: pays qui remplit les conditions énoncées à l'article 2 de la Constitution.**
- 1.3 **Territoire postal unique (un seul et même territoire postal): obligation pour les parties contractantes des Actes de l'UPU d'assurer, selon le principe de réciprocité, l'échange des envois de la poste aux lettres dans le respect de la liberté de transit et de traiter indistinctement les envois postaux provenant des autres territoires et transitant par leur pays comme leurs propres envois postaux.**
- 1.4 **Liberté de transit: principe selon lequel une administration postale intermédiaire est tenue de transporter les envois postaux qui lui sont remis en transit par une autre administration postale, en réservant à ce courrier le même traitement que celui appliqué aux envois du régime intérieur.**
- 1.5 **Envoi de la poste aux lettres: envois décrits dans la Convention.**
- 1.6 **Service postal international: opérations ou prestations postales réglementées par les Actes. Ensemble de ces opérations ou prestations.**

## Article III

(Article 22 modifié)

Actes de l'Union

1. La Constitution est l'Acte fondamental de l'Union. Elle contient les règles organiques de l'Union **et ne peut pas faire l'objet de réserves.**
2. Le Règlement général comporte les dispositions assurant l'application de la Constitution et le fonctionnement de l'Union. Il est obligatoire pour tous les Pays-membres **et ne peut pas faire l'objet de réserves.**
3. La Convention postale universelle, le Règlement de la poste aux lettres et le Règlement concernant les colis postaux comportent les règles communes applicables au service postal international ainsi que les dispositions concernant les services de la poste aux lettres et des colis postaux. Ces Actes sont obligatoires pour tous les Pays-membres.
4. Les Arrangements de l'Union et leurs Règlements règlent les services autres que ceux de la poste aux lettres et des colis postaux entre les Pays-membres qui y sont parties. Ils ne sont obligatoires que pour ces pays.
5. Les Règlements, qui contiennent les mesures d'application nécessaires à l'exécution de la Convention et des Arrangements, sont arrêtés par le Conseil d'exploitation postale, compte tenu des décisions prises par le Congrès.
6. Les Protocoles finals éventuels annexés aux Actes de l'Union visés sous 3 à 5 contiennent les réserves à ces Actes.

## Article IV

(Article 30 modifié)

Modification de la Constitution

1. Pour être adoptées, les propositions soumises au Congrès et relatives à la présente Constitution doivent être approuvées par les deux tiers au moins des Pays-membres de l'Union **ayant le droit de vote.**
2. Les modifications adoptées par un Congrès font l'objet d'un protocole additionnel et, sauf décision contraire de ce Congrès, entrent en vigueur en même temps que les Actes renouvelés au cours du même Congrès. Elles sont ratifiées aussitôt que possible par les Pays-membres et les instruments de cette ratification sont traités conformément à la règle requise à l'article 26.

## Constitution, Protocole additionnel

## Article V

(Article 31 modifié)

Modification du Règlement général, de la Convention et des Arrangements

1. Le Règlement général, la Convention et les Arrangements fixent les conditions auxquelles est subordonnée l'approbation des propositions qui les concernent.
2. **La Convention et les Arrangements** sont mis à exécution simultanément et ils ont la même durée. Dès le jour fixé par le Congrès pour la mise à exécution de ces Actes, les Actes correspondants du Congrès précédent sont abrogés.

## Article VI

Adhésion au Protocole additionnel et aux autres Actes de l'Union

1. Les Pays-membres qui n'ont pas signé le présent Protocole peuvent y adhérer en tout temps.
2. Les Pays-membres qui sont parties aux Actes renouvelés par le Congrès mais qui ne les ont pas signés sont tenus d'y adhérer dans le plus bref délai possible.
3. Les instruments d'adhésion relatifs aux cas visés sous 1 et 2 doivent être adressés au Directeur général du Bureau international. Celui-ci notifie ce dépôt aux Gouvernements des Pays-membres.

## Article VII

Mise à exécution et durée du protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle

Le présent Protocole additionnel sera mis à exécution le **1<sup>er</sup> janvier 2006** et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres ont dressé le présent Protocole additionnel, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de la Constitution, et ils l'ont signé en un exemplaire qui est déposé auprès du Directeur général du Bureau international. Une copie en sera remise à chaque Partie par **le Bureau international de l'Union postale universelle**.

Fait à **Bucarest**, le **5 octobre 2004**.

## PŘEKLAD

**SEDMÝ DODATKOVÝ PROTOKOL  
K ÚSTAVĚ SVĚTOVÉ POŠTOVNÍ UNIE**

Přihlížejíce k článku 30 odst. 2 Ústavy Světové poštovní unie, sjednané ve Vídni dne 10. července 1964, přijali zplnomocněnci vlád členských zemí Světové poštovní unie shromáždění na Kongresu v Bukurešti, s výhradou ratifikace, tyto změny uvedené Ústavy.

*Článek I*  
(změněná Preambule)

Ve snaze rozvíjet styky mezi národy prostřednictvím řádně vykonávaných poštovních služeb a přispívat k dosažení ušlechtilých cílů mezinárodní spolupráce v oblasti kulturní, sociální a hospodářské, zplnomocněnci vlád smluvních zemí přijali, s výhradou ratifikace, tuto Ústavu.

Posláním Unie je stimulovat trvalý rozvoj kvalitních, efektivních a dostupných univerzálních poštovních služeb pro usnadnění komunikace mezi obyvateli Země:

- zajištěním volného toku poštovních zásilek na jednotném poštovním území tvořeném propojenými sítěmi;
- podporou přijímání přiměřených společných norem a používání technologie;
- zajištěním spolupráce a vzájemné součinnosti mezi zainteresovanými stranami;
- nápomocí efektivní technické spolupráci;
- péčí o uspokojování měnících se potřeb zákazníků.

*Článek II*  
(přidaný článek 1 bis)  
**Definice**

1. Pro účely Akt Světové poštovní unie jsou následující pojmy definovány takto:
  - 1.1. Poštovní služba: soubor poštovních služeb, jejichž rozsah je určen orgány Unie. Hlavním úkolem poštovních služeb je uspokojování stanovených společenských a hospodářských cílů členských zemí zajištěním sběru, třídění, přepravy a dodání poštovních zásilek.
  - 1.2. Členská země: země splňující podmínky uvedené v článku 2 Ústavy.
  - 1.3. Jednotné poštovní území (jedno a totéž poštovní území): povinnost pro smluvní strany Akt Světové poštovní unie zajišťovat na zásadě vzájemnosti výměnu listovních zásilek při respektování svobody průvozu a bez rozdílu zacházet s poštovními zásilkami původem z jiných území prováženými přes jejich země jako s jejich vlastními poštovními zásilkami.
  - 1.4. Svoboda průvozu: zásada, podle které je zprostředkující poštovní správa povinna dopravovat poštovní zásilky, které jsou jí v průvozu předány jinou poštovní správou, a zacházet s těmito zásilkami stejným způsobem jako se zásilkami vnitřního styku.
  - 1.5. Listovní zásilka: zásilky popsané v Úmluvě.
  - 1.6. Mezinárodní poštovní služba: poštovní činnosti nebo služby upravené Akty. Soubor těchto činností nebo služeb.

*Článek III*  
(změněný článek 22)  
**Akta Unie**

1. Ústava je základním Aktem Unie. Obsahuje hlavní předpisy Unie a nemůže být předmětem výhrad.
2. Generální řád obsahuje ustanovení, která zajišťují provádění Ústavy a činnost Unie. Je závazný pro všechny členské země a nemůže být předmětem výhrad

3. Světová poštovní úmluva, Řád listovních zásilek a Řád poštovních balíků obsahují obecně platné předpisy pro mezinárodní poštovní službu, jakož i ustanovení týkající se služeb listovních zásilek a poštovních balíků. Tato Akta jsou závazná pro všechny členské země.
4. Ujednání Unie a jejich Řády upravují, s výjimkou listovních zásilek a poštovních balíků, služby mezi členskými zeměmi, které k nim přistoupily. Jsou závazné jen pro tyto země.
5. Řády, které obsahují opatření nezbytná k provádění Úmluvy a ujednání, jsou stanoveny Radou poštovního provozu se zřetelem k rozhodnutím přijatým kongresem.
6. Případné závěrečné protokoly, připojené k Aktům Unie uvedeným v odstavcích 3 až 5, obsahují výhrady k těmto Aktům.

*Článek IV*  
(změněný článek 30)  
**Změna Ústavy**

1. Aby mohly být přijaty, musejí být návrhy předložené kongresu a vztahující se k této Ústavě schváleny nejméně dvěma třetinami členských zemí Unie, které mají hlasovací právo.
2. Změny přijaté kongresem jsou uvedeny v dodatkovém protokolu a nerozhodne-li kongres jinak, nabývají účinnosti současně s Akty aktualizovanými na témže kongresu. Změny ratifikují členské země co nejdříve a s ratifikačními listinami se nakládá podle článku 26.

*Článek V*  
(změněný článek 31)  
**Změna Generálního řádu, Úmluvy a ujednání**

1. Generální řád, Úmluva a ujednání stanoví podmínky, jimiž se řídí schvalování návrhů, které se jich týkají.

2. Úmluva a ujednání nabývají účinnosti současně a mají stejnou dobu platnosti. Ode dne stanoveného kongresem pro nabytí účinnosti těchto Akt se zrušují odpovídající Akta předchozího kongresu.

#### *Článek VI*

#### **Přístup k Dodatkovému protokolu a k ostatním Aktům Unie**

1. Členské země, které nepodepsaly tento Protokol, mohou k němu kdykoliv přistoupit.
2. Členské země, které jsou účastníky Akt aktualizovaných kongresem, ale nepodepsaly je, mají k nim přistoupit co nejdříve.
3. Listiny o přistoupení týkající se případů uvedených v odstavcích 1 a 2 musí být zaslány generálnímu řediteli Mezinárodního úřadu. Ten oznamuje jejich uložení vládám členských zemí.

#### *Článek VII*

#### **Nabytí účinnosti a doba platnosti Dodatkového protokolu k Ústavě Světové poštovní unie**

Tento Dodatkový protokol nabude účinnosti dnem 1. ledna 2006 a zůstane v platnosti po neurčitou dobu.

Na důkaz toho sepsali zplnomocněnci vlád členských zemí tento Dodatkový protokol, který bude mít stejnou účinnost a stejnou platnost, jako kdyby jeho ustanovení byla pojata do vlastního textu Ústavy, a podepsali jedno jeho vyhotovení, které je uloženo u generálního ředitele Mezinárodního úřadu. Jeho opis bude odevzdán každé straně Mezinárodním úřadem Světové poštovní unie.

Dáno v Bukurešti dne 5. října 2004.

## Constitution de l'Union postale universelle

(modifiée par les Protocoles additionnels de Tokyo 1969, de Lausanne 1974, de Hamburg 1984, de Washington 1989, de Séoul 1994, de Beijing 1999 et de Bucarest 2004)

### Préambule<sup>1</sup>

En vue de développer les communications entre les peuples par un fonctionnement efficace des services postaux et de contribuer à atteindre les buts élevés de la collaboration internationale dans les domaines culturel, social et économique, les Plénipotentiaires des Gouvernements des pays contractants ont adopté, sous réserve de ratification, la présente Constitution.

**L'Union a pour vocation de stimuler le développement durable de services postaux universels de qualité, efficaces et accessibles, pour faciliter la communication entre habitants de la planète en:**

- **garantissant la libre circulation des envois postaux sur un territoire postal unique composé de réseaux interconnectés;**
- **encourageant l'adoption de normes communes équitables et l'utilisation de la technologie;**
- **assurant la coopération et l'interaction entre les parties intéressées;**
- **favorisant une coopération technique efficace;**
- **veillant à la satisfaction des besoins évolutifs des clients.**

<sup>1</sup> Modifié par le Congrès de Bucarest 2004.

## Constitution

---

### Titre I

#### Dispositions organiques

#### Chapitre I

#### Généralités

##### Article premier

##### Etendue et but de l'Union

1. Les pays qui adoptent la présente Constitution forment, sous la dénomination d'Union postale universelle, un seul territoire postal pour l'échange réciproque des envois de la poste aux lettres. La liberté de transit est garantie dans le territoire entier de l'Union.
2. L'Union a pour but d'assurer l'organisation et le perfectionnement des services postaux et de favoriser, dans ce domaine, le développement de la collaboration internationale.
3. L'Union participe, dans la mesure de ses possibilités, à l'assistance technique postale demandée par ses Pays-membres.

##### Article 1bis<sup>1</sup>

##### Définitions

1. **Aux fins des Actes de l'Union postale universelle, les termes ci-après sont définis comme suit:**
  - 1.1 **Service postal: ensemble des prestations postales dont l'étendue est déterminée par les organes de l'Union. Les principales obligations s'attachant à ces prestations consistent à répondre à certains objectifs sociaux et économiques des Pays-membres, en assurant la collecte, le tri, la transmission et la distribution des envois postaux.**
  - 1.2 **Pays-membre: pays qui remplit les conditions énoncées à l'article 2 de la Constitution.**
  - 1.3 **Territoire postal unique (un seul et même territoire postal): obligation pour les parties contractantes des Actes de l'UPU d'assurer, selon le principe de réciprocité, l'échange des envois de la poste aux lettres dans le respect de la liberté de transit et de traiter indistinctement les envois postaux provenant des autres territoires et transitant par leur pays comme leurs propres envois postaux.**
  - 1.4 **Liberté de transit: principe selon lequel une administration postale intermédiaire est tenue de transporter les envois postaux qui lui sont remis en transit par une autre administration postale, en réservant à ce courrier le même traitement que celui appliqué aux envois du régime intérieur.**
  - 1.5 **Envoi de la poste aux lettres: envois décrits dans la Convention.**
  - 1.6 **Service postal international: opérations ou prestations postales réglementées par les Actes. Ensemble de ces opérations ou prestations.**

<sup>1</sup> Introduit par le Congrès de Bucarest 2004.

## Article 2

## Membres de l'Union

Sont Pays-membres de l'Union:

- a) les pays qui possèdent la qualité de membre à la date de la mise en vigueur de la présente Constitution;
- b) les pays devenus membres conformément à l'article 11.

## Article 3

## Ressort de l'Union

L'Union a dans son ressort:

- a) les territoires des Pays-membres;
- b) les bureaux de poste établis par des Pays-membres dans des territoires non compris dans l'Union;
- c) les territoires qui, sans être membres de l'Union, sont compris dans celle-ci parce qu'ils relèvent, au point de vue postal, de Pays-membres.

## Article 4

## Relations exceptionnelles

Les administrations postales qui desservent des territoires non compris dans l'Union sont tenues d'être les intermédiaires des autres administrations. Les dispositions de la Convention et de ses Règlements sont applicables à ces relations exceptionnelles.

## Article 5

## Siège de l'Union

Le siège de l'Union et de ses organes permanents est fixé à Berne.

## Article 6

## Langue officielle de l'Union

La langue officielle de l'Union est la langue française.

Article 7<sup>1</sup>

## Unité monétaire

L'unité monétaire utilisée dans les Actes de l'Union est l'unité de compte du Fonds monétaire international (FMI).

<sup>1</sup> Modifié par le Congrès de Washington 1989.

## Constitution

---

### Article 8

#### Unions restreintes. Arrangements spéciaux

1. Les Pays-membres, ou leurs administrations postales si la législation de ces pays ne s'y oppose pas, peuvent établir des Unions restreintes et prendre des arrangements spéciaux concernant le service postal international, à la condition toutefois de ne pas y introduire des dispositions moins favorables pour le public que celles qui sont prévues par les Actes auxquels les Pays-membres intéressés sont parties.
2. Les Unions restreintes peuvent envoyer des observateurs aux Congrès, Conférences et réunions de l'Union, au Conseil d'administration ainsi qu'au Conseil d'exploitation postale<sup>1</sup>.
3. L'Union peut envoyer des observateurs aux Congrès, Conférences et réunions des Unions restreintes.

### Article 9

#### Relations avec l'Organisation des Nations Unies

Les relations entre l'Union et l'Organisation des Nations Unies sont réglées par les Accords dont les textes sont annexés à la présente Constitution.

### Article 10

#### Relations avec les organisations internationales

Afin d'assurer une coopération étroite dans le domaine postal international, l'Union peut collaborer avec les organisations internationales ayant des intérêts et des activités connexes.

## Chapitre II

### Adhésion ou admission à l'Union. Sortie de l'Union

#### Article 11<sup>2</sup>

##### Adhésion ou admission à l'Union. Procédure

1. Tout membre de l'Organisation des Nations Unies peut adhérer à l'Union.
2. Tout pays souverain non membre de l'Organisation des Nations Unies peut demander son admission en qualité de Pays-membre de l'Union.
3. L'adhésion ou la demande d'admission à l'Union doit comporter une déclaration formelle d'adhésion à la Constitution et aux Actes obligatoires de l'Union. Elle est adressée par le Gouvernement du pays intéressé au Directeur général du Bureau international, qui, selon le cas, notifie l'adhésion ou consulte les Pays-membres sur la demande d'admission.
4. Le pays non membre de l'Organisation des Nations Unies est considéré comme admis en qualité de Pays-membre si sa demande est approuvée par les deux tiers au moins des Pays-membres de l'Union. Les Pays-membres qui n'ont pas répondu dans le délai de quatre mois sont considérés comme s'abstenant.

<sup>1</sup> Modifié par les Congrès de Tokyo 1969 et de Séoul 1994.

<sup>2</sup> Modifié par les Congrès de Tokyo 1969 et de Washington 1989.

## Constitution

5. L'adhésion ou l'admission en qualité de membre est notifiée par le Directeur général du Bureau international aux Gouvernements des Pays-membres. Elle prend effet à partir de la date de cette notification.

Article 12<sup>1</sup>

## Sortie de l'Union. Procédure

1. Chaque Pays-membre a la faculté de se retirer de l'Union moyennant dénonciation de la Constitution donnée par le Gouvernement du pays intéressé au Directeur général du Bureau international et par celui-ci aux Gouvernements des Pays-membres.

2. La sortie de l'Union devient effective à l'expiration d'une année à partir du jour de réception par le Directeur général du Bureau international de la dénonciation prévue au paragraphe 1.

## Chapitre III

## Organisation de l'Union

Article 13<sup>2</sup>

## Organes de l'Union

1. Les organes de l'Union sont le Congrès, le Conseil d'administration, le Conseil d'exploitation postale et le Bureau international.

2. Les organes permanents de l'Union sont le Conseil d'administration, le Conseil d'exploitation postale et le Bureau international.

## Article 14

## Congrès

1. Le Congrès est l'organe suprême de l'Union.

2. Le Congrès se compose des représentants des Pays-membres.

## Article 15

## Congrès extraordinaires

Un Congrès extraordinaire peut être réuni à la demande ou avec l'assentiment des deux tiers au moins des Pays-membres de l'Union.

## Article 16

## Conférences administratives

(Supprimé)<sup>3</sup>

<sup>1</sup> Modifié par le Congrès de Washington 1989.

<sup>2</sup> Modifié par les Congrès de Tokyo 1969, de Hamburg 1984 et de Séoul 1994.

<sup>3</sup> Par le Congrès de Hamburg 1984.

## Constitution

---

### Article 17<sup>1</sup>

#### Conseil d'administration

1. Entre deux Congrès, le Conseil d'administration (CA) assure la continuité des travaux de l'Union conformément aux dispositions des Actes de l'Union.
2. Les membres du Conseil d'administration exercent leurs fonctions au nom et dans l'intérêt de l'Union.

### Article 18<sup>2</sup>

#### Conseil d'exploitation postale

Le Conseil d'exploitation postale (CEP) est chargé des questions d'exploitation, commerciales, techniques et économiques intéressant le service postal.

### Article 19

#### Commissions spéciales

(Supprimé)<sup>3</sup>

### Article 20<sup>4</sup>

#### Bureau international

Un office central, fonctionnant au siège de l'Union sous la dénomination de Bureau international de l'Union postale universelle, dirigé par un Directeur général et placé sous le contrôle du Conseil d'administration, sert d'organe d'exécution, d'appui, de liaison, d'information et de consultation.

## Chapitre IV

### Finances de l'Union

### Article 21<sup>5</sup>

#### Dépenses de l'Union. Contributions des Pays-membres

1. Chaque Congrès arrête le montant maximal que peuvent atteindre:
  - a) annuellement les dépenses de l'Union;
  - b) les dépenses afférentes à la réunion du prochain Congrès.
2. Le montant maximal des dépenses prévu sous 1 peut être dépassé si les circonstances l'exigent, sous réserve que soient observées les dispositions y relatives du Règlement général.

<sup>1</sup> Modifié par le Congrès de Séoul 1994.

<sup>2</sup> Modifié par les Congrès de Tokyo 1969 et de Séoul 1994.

<sup>3</sup> Par le Congrès de Hamburg 1984.

<sup>4</sup> Modifié par les Congrès de Hamburg 1984 et de Séoul 1994.

<sup>5</sup> Modifié par les Congrès de Tokyo 1969, de Lausanne 1974 et de Washington 1989.

3. Les dépenses de l'Union, y compris éventuellement les dépenses visées sous 2, sont supportées en commun par les Pays-membres de l'Union. A cet effet, chaque Pays-membre choisit la classe de contribution dans laquelle il entend être rangé. Les classes de contribution sont fixées dans le Règlement général.

4. En cas d'adhésion ou d'admission à l'Union en vertu de l'article 11, le pays intéressé choisit librement la classe de contribution dans laquelle il désire être rangé au point de vue de la répartition des dépenses de l'Union.

## Titre II

### Actes de l'Union

#### Chapitre I

##### Généralités

###### Article 22

###### Actes de l'Union

1. La Constitution est l'Acte fondamental de l'Union. Elle contient les règles organiques de l'Union **et ne peut pas faire l'objet de réserves**<sup>1</sup>.
2. Le Règlement général comporte les dispositions assurant l'application de la Constitution et le fonctionnement de l'Union. Il est obligatoire pour tous les Pays-membres **et ne peut pas faire l'objet de réserves**<sup>1</sup>.
3. La Convention postale universelle, le Règlement de la poste aux lettres et le Règlement concernant les colis postaux comportent les règles communes applicables au service postal international ainsi que les dispositions concernant les services de la poste aux lettres et des colis postaux. Ces Actes sont obligatoires pour tous les Pays-membres<sup>2</sup>.
4. Les Arrangements de l'Union et leurs Règlements règlent les services autres que ceux de la poste aux lettres et des colis postaux entre les Pays-membres qui y sont parties. Ils ne sont obligatoires que pour ces pays<sup>2</sup>.
5. Les Règlements, qui contiennent les mesures d'application nécessaires à l'exécution de la Convention et des Arrangements, sont arrêtés par le Conseil d'exploitation postale, compte tenu des décisions prises par le Congrès<sup>3</sup>.
6. Les Protocoles finals éventuels annexés aux Actes de l'Union visés sous 3 à 5 contiennent les réserves à ces Actes.

<sup>1</sup> Modifié par le Congrès de Bucarest 2004.

<sup>2</sup> Modifié par le Congrès de Beijing 1999.

<sup>3</sup> Modifié par les Congrès de Washington 1989, de Séoul 1994 et de Beijing 1999.

## Constitution

---

### Article 23<sup>1</sup>

Application des Actes de l'Union aux territoires dont un Pays-membre assure les relations internationales

1. Tout pays peut déclarer à tout moment que l'acceptation par lui des Actes de l'Union comprend tous les territoires dont il assure les relations internationales, ou certains d'entre eux seulement.
2. La déclaration prévue sous 1 doit être adressée au Directeur général du Bureau international.
3. Tout Pays-membre peut en tout temps adresser au Directeur général du Bureau international une notification en vue de dénoncer l'application des Actes de l'Union pour lesquels il a fait la déclaration prévue sous 1. Cette notification produit ses effets un an après la date de sa réception par le Directeur général du Bureau international.
4. Les déclarations et notifications prévues sous 1 et 3 sont communiquées aux Pays-membres par le Directeur général du Bureau international.
5. Les dispositions prévues sous 1 à 4 ne s'appliquent pas aux territoires possédant la qualité de membre de l'Union et dont un Pays-membre assure les relations internationales.

### Article 24

Législations nationales

Les stipulations des Actes de l'Union ne portent pas atteinte à la législation de chaque Pays-membre dans tout ce qui n'est pas expressément prévu par ces Actes.

## Chapitre II

### Acceptation et dénonciation des Actes de l'Union

#### Article 25<sup>2</sup>

Signature, authentification, ratification et autres modes d'approbation des Actes de l'Union

1. Les Actes de l'Union issus du Congrès sont signés par les plénipotentiaires des Pays-membres.
2. Les Règlements sont authentifiés par le Président et le Secrétaire général du Conseil d'exploitation postale<sup>3</sup>.
3. La Constitution est ratifiée aussitôt que possible par les pays signataires.
4. L'approbation des Actes de l'Union autres que la Constitution est régie par les règles constitutionnelles de chaque pays signataire.

<sup>1</sup> Modifié par le Congrès de Washington 1989.

<sup>2</sup> Modifié par les Congrès de Washington 1989 et de Séoul 1994.

<sup>3</sup> Modifié par le Congrès de Beijing 1999.

5. Lorsqu'un pays ne ratifie pas la Constitution ou n'approuve pas les autres Actes signés par lui, la Constitution et les autres Actes n'en sont pas moins valables pour les pays qui les ont ratifiés ou approuvés.

#### Article 26<sup>1</sup>

##### Notification des ratifications et des autres modes d'approbation des Actes de l'Union

Les instruments de ratification de la Constitution, des Protocoles additionnels à celle-ci et éventuellement d'approbation des autres Actes de l'Union sont déposés dans le plus bref délai auprès du Directeur général du Bureau international, qui notifie ces dépôts aux Gouvernements des Pays-membres.

#### Article 27

##### Adhésion aux Arrangements

1. Les Pays-membres peuvent, en tout temps, adhérer à un ou à plusieurs des Arrangements prévus à l'article 22.4.

2. L'adhésion des Pays-membres aux Arrangements est notifiée conformément à l'article 11.3.

#### Article 28

##### Dénonciation d'un Arrangement

Chaque Pays-membre a la faculté de cesser sa participation à un ou plusieurs des Arrangements, aux conditions stipulées à l'article 12.

### Chapitre III

#### Modification des Actes de l'Union

#### Article 29

##### Présentation des propositions

1. L'administration postale d'un Pays-membre a le droit de présenter, soit au Congrès, soit entre deux Congrès, des propositions concernant les Actes de l'Union auxquels son pays est partie.

2. Toutefois, les propositions concernant la Constitution et le Règlement général ne peuvent être soumises qu'au Congrès.

3. En outre, les propositions concernant les Règlements sont soumises directement au Conseil d'exploitation postale, mais elles doivent être transmises au préalable par le Bureau international à toutes les administrations postales des Pays-membres<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Modifié par les Congrès de Tokyo 1969 et de Washington 1989.

<sup>2</sup> Modifié par le Congrès de Beijing 1999.

## Constitution

---

### Article 30

#### Modification de la Constitution

1. Pour être adoptées, les propositions soumises au Congrès et relatives à la présente Constitution doivent être approuvées par les deux tiers au moins des Pays-membres de l'Union **ayant le droit de vote**<sup>1</sup>.
2. Les modifications adoptées par un Congrès font l'objet d'un protocole additionnel et, sauf décision contraire de ce Congrès, entrent en vigueur en même temps que les Actes renouvelés au cours du même Congrès. Elles sont ratifiées aussitôt que possible par les Pays-membres et les instruments de cette ratification sont traités conformément à la règle requise à l'article 26.

### Article 31<sup>2</sup>

#### Modification du Règlement général, de la Convention et des Arrangements

1. Le Règlement général, la Convention et les Arrangements fixent les conditions auxquelles est subordonnée l'approbation des propositions qui les concernent.
2. **La Convention et les Arrangements** sont mis à exécution simultanément et ils ont la même durée. Dès le jour fixé par le Congrès pour la mise à exécution de ces Actes, les Actes correspondants du Congrès précédent sont abrogés<sup>1</sup>.

## Chapitre IV

### Règlement des différends

#### Article 32

##### Arbitrages

En cas de différend entre deux ou plusieurs administrations postales des Pays-membres relativement à l'interprétation des Actes de l'Union ou de la responsabilité dérivant, pour une administration postale, de l'application de ces Actes, la question en litige est réglée par jugement arbitral.

<sup>1</sup> Modifié par le Congrès de Bucarest 2004.

<sup>2</sup> Modifié par le Congrès de Hambourg 1984.

### Titre III

#### Dispositions finales

##### Article 33<sup>1</sup>

##### Mise à exécution et durée de la Constitution

La présente Constitution sera mise à exécution le 1<sup>er</sup> janvier 1966 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des pays contractants ont signé la présente Constitution en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement du pays siège de l'Union. Une copie en sera remise à chaque Partie par **le Bureau international de l'Union postale universelle**.

Fait à Vienne, le 10 juillet 1964.

<sup>1</sup> Modifié par le Congrès de Bucarest 2004.

## PŘEKLAD

**ÚSTAVA SVĚTOVÉ POŠTOVNÍ UNIE**

(pozměněná Dodatkovými protokoly z Tokia 1969, z Lausanne 1974, z Hamburku 1984, z Washingtonu 1989, ze Soulu 1994, z Pekingu 1999 a z Bukurešti 2004)

**PREAMBULE**

Ve snaze rozvíjet styky mezi národy prostřednictvím řádně vykonávaných poštovních služeb a přispívat k dosažení ušlechtilých cílů mezinárodní spolupráce v oblasti kulturní, sociální a hospodářské, zplnomocněnci vlád smluvních zemí přijali, s výhradou ratifikace, tuto Ústavu.

Posláním Unie je stimulovat trvalý rozvoj kvalitních, efektivních a dostupných univerzálních poštovních služeb pro usnadnění komunikace mezi obyvateli Země:

- zajištěním volného toku poštovních zásilek na jednotném poštovním území tvořeném propojenými sítěmi;
- podporou přijímání přiměřených společných norem a používání technologie;
- zajištěním spolupráce a vzájemné součinnosti mezi zainteresovanými stranami;
- nápomocí efektivní technické spolupráci;
- péčí o uspokojování měnících se potřeb zákazníků.

## KAPITOLA I

### Základní ustanovení

#### HLAVA I

#### Všeobecná ustanovení

##### *Článek 1*

##### **Rozsah a cíl Unie**

1. Země, které přijímají tuto Ústavu, tvoří pro vzájemnou výměnu listovních zásilek jediné poštovní území s označením Světová poštovní unie. Svoboda průvozu je zaručena na celém území Unie.
2. Cílem Unie je zajišťovat organizaci a zdokonalování poštovních služeb a podporovat v tomto oboru rozvoj mezinárodní spolupráce.
3. Unie se v rámci svých možností podílí na poštovní technické pomoci požadované jejími členskými zeměmi.

##### *Článek 1bis*

##### **Definice**

1. Pro účely Akt Světové poštovní unie jsou následující pojmy definovány takto:
  - 1.1. Poštovní služba: soubor poštovních služeb, jejichž rozsah je určen orgány Unie. Hlavním úkolem poštovních služeb je uspokojování stanovených společenských a hospodářských cílů členských zemí zajištěním sběru, třídění, přepravy a dodání poštovních zásilek.
  - 1.2. Členská země: země splňující podmínky uvedené v článku 2 Ústavy.
  - 1.3. Jednotné poštovní území ((jedno a totéž poštovní území): povinnost pro smluvní strany Akt Světové poštovní unie zajišťovat na zásadě vzájemnosti výměnu listovních zásilek při respektování svobody

průvozu a bez rozdílu zacházet s poštovními zásilkami původem z jiných území prováženými přes jejich země jako s jejich vlastními poštovními zásilkami.

- 1.4. Svoboda průvozu: zásada, podle které je zprostředkující poštovní správa povinna dopravovat poštovní zásilky, které jsou jí v průvozu předány jinou poštovní správou, a zacházet s těmito zásilkami stejným způsobem jako se zásilkami vnitřního styku.
- 1.5. Listovní zásilka: zásilky popsané v Úmluvě.
- 1.6. Mezinárodní poštovní služba: poštovní činnosti nebo služby upravené Akty. Soubor těchto činností nebo služeb.

## *Článek 2* **Členové Unie**

Členskými zeměmi Unie jsou:

- a) země, které mají postavení člena ke dni, kdy tato Ústava nabude účinnosti;
- b) země, které se staly členy podle článku 11.

## *Článek 3* **Pravomoc Unie**

Do pravomoci Unie náleží:

- a) území členských zemí;
- b) pošty zřízené členskými zeměmi na územích nezahrnutých do Unie;
- c) území, která aniž by byla členy Unie, jsou do ní zahrnuta, protože z poštovního hlediska jsou závislá na členských zemích.

## *Článek 4* **Výjimečné styky**

Poštovní správy, které obstarávají spojení s územími nezahrnutými do Unie, jsou povinny být prostředníky ostatních správ. Pro tyto výjimečné styky platí ustanovení Úmluvy a jejího Řádu.

*Článek 5*  
**Sídlo Unie**

Sídlem Unie a jejích stálých orgánů je Bern.

*Článek 6*  
**Úřední jazyk Unie**

Úředním jazykem Unie je francouzský jazyk.

*Článek 7*  
**Měnová jednotka**

Měnovou jednotkou užívanou v Aktech Unie je účetní jednotka Mezinárodního měnového fondu (FMI).

*Článek 8*  
**Užší unie. Zvláštní ujednání**

1. Členské země nebo jejich poštovní správy mohou, pokud tomu nebrání zákonodárství těchto zemí, vytvářet užší unie a sjednávat zvláštní ujednání týkající se mezinárodní poštovní služby, avšak s podmínkou, že při tom nebudou zaváděna ustanovení méně výhodná pro veřejnost než ustanovení obsažená v Aktech, k nimž tyto členské země přistoupily.
2. Užší unie mohou vysílat pozorovatele na kongresy, konference a zasedání Unie, do Administrativní rady, jakož i do Rady poštovního provozu.
3. Unie může vysílat pozorovatele na kongresy, konference a zasedání užších unií.

*Článek 9***Vztahy s Organizací spojených národů**

Vztahy mezi Uníí a Organizací spojených národů jsou upraveny dohodami, jejichž znění jsou připojena k této Ústavě.

*Článek 10***Vztahy s mezinárodními organizacemi**

Pro zajištění těsné součinnosti v oblasti mezinárodního poštovníctví může Unie spolupracovat s mezinárodními organizacemi, jejichž zájmy a působnosti jsou příbuzné.

**HLAVA II****Přístup nebo přijetí do Unie. Vystoupení z Unie.***Článek 11***Přístup nebo přijetí do Unie. Postup**

1. Každý člen Organizace spojených národů může přistoupit k Unii.
2. Každá svrchovaná země, která není členem Organizace spojených národů, může požádat o přijetí za členskou zemi Unie.
3. Přístup nebo žádost o přijetí do Unie musí zahrnovat výslovné prohlášení o přístupu k Ústavě a k povinným Aktům Unie. Toto prohlášení adresuje vláda zainteresované země generálnímu řediteli Mezinárodního úřadu, který podle okolností oznámí přístup nebo si vyžádá názor členských zemí na žádost o přijetí.

4. Země, která není členem Organizace spojených národů, je považována za přijatou za člena, je-li její žádost schválena nejméně dvěma třetinami členských zemí Unie. O členských zemích, které neodpověděly ve lhůtě čtyř měsíců, se má za to, že se zdržely hlasování.
5. Přístup nebo přijetí za člena oznamuje generální ředitel Mezinárodního úřadu vládám členských zemí. Nabývá účinnosti dnem tohoto oznámení.

### *Článek 12*

#### **Vystoupení z Unie. Postup**

1. Každá členská země má možnost vystoupit z Unie cestou výpovědi Ústavy, dané vládou zainteresované země generálnímu řediteli Mezinárodního úřadu a jeho prostřednictvím vládám členských zemí.
2. Vystoupení z Unie nabude účinnosti po uplynutí jednoho roku ode dne přijetí výpovědi podle odstavce 1 generálním ředitelem Mezinárodního úřadu.

## **HLAVA III**

### **Organizace Unie**

### *Článek 13*

#### **Orgány Unie**

1. Orgány Unie jsou Kongres, Administrativní rada, Rada poštovního provozu a Mezinárodní úřad.
2. Stálými orgány Unie jsou Administrativní rada, Rada poštovního provozu a Mezinárodní úřad.

*Článek 14***Kongres**

1. Kongres je nejvyšším orgánem Unie.
2. Kongres se skládá ze zástupců členských zemí.

*Článek 15***Mimořádné kongresy**

Mimořádný kongres se může sejít na žádost nebo se souhlasem nejméně dvou třetin členských zemí Unie.

*Článek 16***Administrativní konference**

(zrušeno)

*Článek 17***Administrativní rada**

1. Administrativní rada (CA) zajišťuje ve shodě s ustanoveními Akt Unie kontinuitu činnosti Unie mezi dvěma kongresy.
2. Členové Administrativní rady vykonávají své funkce jménem a v zájmu Unie.

*Článek 18***Rada poštovního provozu**

Rada poštovního provozu (CEP) je pověřena provozními, obchodními, technickými a ekonomickými otázkami, které zajímají obor poštovníctví.

*Článek 19*  
**Zvláštní komise**  
(zrušeno)

*Článek 20*  
**Mezinárodní úřad**

Ústřední úřad, působící v sídle Unie pod názvem Mezinárodní úřad Světové poštovní unie, řízený generálním ředitelem a podléhající kontrole Administrativní radou, slouží jako výkonný, podpůrný, styčný, informační a poradní orgán.

## **HLAVA IV**

### **Finance Unie**

*Článek 21*  
**Výdaje Unie. Příspěvky členských zemí**

1. Každý kongres stanoví nejvyšší částku, které mohou dosáhnout:
  - a) ročně výdaje Unie;
  - b) výdaje na organizaci příštího kongresu.
2. Nejvyšší částku výdajů uvedených v odstavci 1 lze překročit, vyžadují-li to okolnosti, s výhradou, že budou dodržena příslušná ustanovení Generálního řádu.
3. Výdaje Unie, včetně případných výdajů uvedených v odstavci 2, hradí společně členské země Unie. K tomu účelu si každá členská země zvolí příspěvkovou třídu, do níž hodlá být zařazena. Příspěvkové třídy jsou stanoveny Generálním řádem.
4. V případě přístupu nebo přijetí do Unie podle článku 11 si zainteresovaná země svobodně zvolí příspěvkovou třídu, do níž si přeje být zařazena z hlediska rozvržení výdajů Unie.

## KAPITOLA II

### Akta Unie

#### HLAVA I

#### Všeobecná ustanovení

##### *Článek 22* Akta Unie

1. Ústava je základním Aktem Unie. Obsahuje hlavní předpisy Unie a nemůže být předmětem výhrad.
2. Generální řád obsahuje ustanovení, která zajišťují provádění Ústavy a činnost Unie. Je závazný pro všechny členské země a nemůže být předmětem výhrad.
3. Světová poštovní úmluva, Řád listovních zásilek a Řád poštovních balíků obsahují obecně platné předpisy pro mezinárodní poštovní službu, jakož i ustanovení týkající se služeb listovních zásilek a poštovních balíků. Tato Akta jsou závazná pro všechny členské země.
4. Ujednání Unie a jejich Řády upravují, s výjimkou listovních zásilek a poštovních balíků, služby mezi členskými zeměmi, které k nim přistoupily. Jsou závazné jen pro tyto země.
5. Řády, které obsahují opatření nezbytná k provádění Úmluvy a ujednání, jsou stanoveny Radou poštovního provozu se zřetelem k rozhodnutím přijatým kongresem.
6. Případné závěrečné protokoly, připojené k Aktům Unie uvedeným v odstavcích 3, 4 a 5, obsahují výhrady k těmto Aktům.

*Článek 23***Platnost Akt Unie na územích, jejichž mezinárodní styky zajišťuje některá členská země**

1. Každá země může kdykoli prohlásit, že její přijetí Akt Unie zahrnuje všechna území, jejichž mezinárodní styky zajišťuje, nebo pouze některá z nich.
2. Prohlášení podle odstavce 1 je nutno zaslat generálnímu řediteli Mezinárodního úřadu.
3. Každá členská země může kdykoli zaslat generálnímu řediteli Mezinárodního úřadu oznámení o výpovědi platnosti Akt Unie, u nichž učinila prohlášení podle odstavce 1. Toto oznámení nabude účinnosti za rok ode dne, kdy je obdržel generální ředitel Mezinárodního úřadu.
4. Prohlášení a oznámení podle odstavců 1 a 3 jsou sdělována členskými zeměmi generálním ředitelem Mezinárodního úřadu.
5. Odstavce 1 až 4 se nevztahují na území, která jsou členem Unie a jejichž mezinárodní styky zajišťuje některá členská země.

*Článek 24***Národní zákonodárství**

Ustanovení Akt Unie nejsou na újmu zákonodárství každé členské země ve všem, co není výslovně stanoveno v těchto Aktech.

## HLAVA II

### Přijetí a výpověď Akt Unie

#### *Článek 25*

#### **Podpis, ověření, ratifikace a jiné způsoby schválení Akt Unie**

1. Akta Unie přijatá kongresem podepisují zplnomocněnci členských zemí.
2. Řády jsou ověřovány předsedou a generálním sekretářem Rady poštovního provozu.
3. Ústavu ratifikují signatářské země co nejdříve.
4. Vyjma Ústavy se schvalování Akt Unie řídí ústavními předpisy každé signatářské země.
5. Jestliže některá země neratifikuje Ústavu nebo neschválí ostatní Akta, která podepsala, nejsou Ústava a ostatní Akta méně platné pro ostatní země, které je ratifikovaly nebo schválily.

#### *Článek 26*

#### **Oznámení ratifikací a ostatních způsobů schválení Akt Unie**

Listiny o ratifikaci Ústavy, jejích Dodatkových protokolů a případná schválení ostatních Akt Unie se ukládají co nejdříve u generálního ředitele Mezinárodního úřadu, který o tom uvědomuje vlády členských zemí.

#### *Článek 27*

#### **Přístup k ujednáním**

1. Členské země mohou kdykoli přistoupit k jednomu nebo k více ujednáním uvedeným v článku 22 odst. 4.

2. Přístup členských zemí k ujednáním se oznamuje podle článku 11 odst. 3.

*Článek 28*  
**Výpověď ujednání**

Každá členská země má možnost vypovědět svou účast na jednom nebo více ujednáních za podmínek stanovených v článku 12.

**HLAVA III**

**Změna Akt Unie**

*Článek 29*  
**Předkládání návrhů**

1. Poštovní správa členské země má právo předložit buď kongresu, nebo mezi dvěma kongresy, návrhy týkající se Akt Unie, k nimž její země přistoupila.
2. Návrhy týkající se Ústavy a Generálního řádu mohou však být předloženy pouze kongresu.
3. Kromě toho návrhy týkající se Řádů se předkládají přímo Radě poštovního provozu, ale nejprve musí být Mezinárodním úřadem zaslány poštovním správám všech členských zemí.

*Článek 30*  
**Změna Ústavy**

1. Aby mohly být přijaty, musejí být návrhy předložené kongresu a vztahující se k této Ústavě schváleny nejméně dvěma třetinami členských zemí Unie, které mají hlasovací právo.

2. Změny přijaté kongresem jsou uvedeny v dodatkovém protokolu a nerozhodne-li kongres jinak, nabývají účinnosti současně s Akty aktualizovanými na témže kongresu. Změny ratifikují členské země co nejdříve a s ratifikačními listinami se nakládá podle článku 26.

### *Článek 31*

#### **Změna Generálního řádu, Úmluvy a ujednání**

1. Generální řád, Úmluva a ujednání stanoví podmínky, jimiž se řídí schvalování návrhů, které se jich týkají.
2. Úmluva a ujednání nabývají účinnosti současně a mají stejnou dobu platnosti. Ode dne stanoveného kongresem pro nabytí účinnosti těchto Akt se zrušují odpovídající Akta předchozího kongresu.

## **HLAVA IV**

### **Urovnávání sporů**

#### *Článek 32*

#### **Rozhodčí řízení**

V případě sporu mezi dvěma nebo několika poštovními správami členských zemí ve výkladu Akt Unie nebo odpovědnosti vyplývající pro některou poštovní správu z provádění těchto Akt, je sporná otázka řešena rozhodčím nálezem.

## KAPITOLA III

### Závěrečná ustanovení

#### *Článek 33*

#### **Nabytí účinnosti a doba platnosti Ústavy**

Tato Ústava nabude účinnosti dnem 1. ledna 1966 a zůstane v platnosti po neurčenou dobu.

Na důkaz toho podepsali zplnomocněnci vlád smluvních zemí tuto Ústavu v jediném vyhotovení, které zůstane uloženo v archivech vlády země, kde je sídlo Unie. Jeho opis bude odevzdán každé straně Mezinárodním úřadem Světové poštovní unie.

Dáno ve Vídni dne 10. července 1964.